



# LA FIN DE LA DEMOCRATIE EN TURQUIE ET LA NOUVELLE DICTATURE

DOSSIER D'INFORMATION SUR LA REPRESSION POLITIQUE EN TURQUIE



## SOMMAIRE :

- Communiqué de presse
- Résumé des événements récents
- Défense commune des Députés du HDP
- Décision du comité exécutif central du HDP de suspendre toutes ses activités législatives
- Profils et messages des Députés détenus
- Les manifestations de protestation à travers le monde

## Communiqué de presse

Dans la nuit du 3 au 4 novembre 2016, un coup d'Etat a été commis contre la volonté politique du peuple kurde en Turquie. Un massacre politique a été perpétré lorsque la police turque a forcé les portes des domiciles de 12 Députés du HDP (Parti démocratique des Peuples, troisième force politique du pays), y compris ses Coprésidents, et procédé à leur arrestation.

Une fois de plus, le principe selon lequel « la souveraineté appartient sans exception au peuple », inscrit en grosses lettres sur la façade de l'Assemblée nationale turque, a été piétiné. Dans la Turquie d'aujourd'hui, la souveraineté n'appartient d'aucune manière au peuple, elle a été confisquée par le Président turc Recep Tayyip Erdogan, par l'administration de son parti, l'AKP, et par sa police fasciste. Le HDP représente le seul obstacle politique réel face au règne de l'unipartisme et de la pensée unique en Turquie.

L'administration de l'AKP a profité du coup d'Etat manqué du 15 juillet qui lui a servi de prétexte pour engager une campagne contre le mouvement politique kurde et contre toutes les voix d'opposition. La Turquie post-15 juillet n'est plus gouvernée par l'Etat de droit qui a tout simplement été anéanti, mais par des décrets-lois (*Kanun Hükmünde Kararnameler - KHK*) qui forment la « constitution d'Erdogan ». Cet ensemble de lois préparées d'après les directives d'Erdogan présente des caractéristiques qui vont au-delà de ce qu'on a connu en Allemagne, lorsque, le 28 février 1933, Hitler a suspendu tous les droits et libertés en faisant prendre le *décret du président du Reich pour la protection du peuple et de l'État (décret de l'incendie du Reichstag)*.

La Turquie est en pleine négociation pour son adhésion à l'Union européenne, mais sa politique totalitaire et liberticide la place sur un chemin effrayant, celui de la guerre civile et des ravages. Des Parlementaires et des Maires représentant la volonté des électeurs sont pris en otage ; des administrateurs désignés par le gouvernement remplacent les Maires destitués ; les médias d'opposition qui sont la voix et l'oreille de la société sont muselés ; les journalistes sont arrêtés ; les académiciens et les fonctionnaires sont limogés en masse du jour au lendemain.

En 1994, l'arrestation des membres du mouvement politique kurde a entraîné un conflit qui a causé la mort de milliers de personnes et le déplacement forcé de millions d'autres. Aujourd'hui, 22 ans après, la répression politique exercée à l'encontre du mouvement politique kurde et des autres forces d'opposition ne fera qu'alimenter la guerre. Dans les années 90, la politique turque de négation et de guerre a contraint des centaines de milliers de Kurdes à se réfugier en Europe. Aujourd'hui, Les Etats européens gardent le silence en raison des accords passés avec la Turquie concernant les réfugiés. Cependant, la campagne actuelle de répression peut entraîner une vague de migration de millions de Kurdes et de Turcs vers l'Europe.

### **Pour ces raisons :**

- Nous appelons le Conseil de l'Europe et les Nations Unies, organisations dont la Turquie est membre, à prendre des mesures pour mettre fin à ce coup d'Etat politique en Turquie ;
- Nous appelons les Etats membres de l'Union européenne à ne pas se limiter à de simples déclarations et à prendre des actions concrètes et effectives.
- Nous appelons l'Union européenne à suspendre le processus d'adhésion de la Turquie jusqu'à la fin du régime totalitaire mis en place par Erdogan, à suspendre ses aides financières qui alimentent l'administration de ce régime, à prendre des mesures de contrainte politiques et administratives et à rappeler ses diplomates en poste en Turquie.

## Rappel des événements récents



Le 3 novembre dernier, la purge menée par le Président Erdogan à l'encontre de notre parti a atteint un point culminant : nos Coprésidents **Selahattin Demirtas** et **Figen Yüksekdag**, ainsi que 10 autres députés de notre parti, à savoir **Nursel Aydogan**, **Idris Baluken**, **Leyla Birlik**, **Ferhat Encü**, **Selma Irmak**, **Sirri Süreyya Önder**, **Ziya Pir**, **Imam Tascier**, **Gülser Yildirim** et **Abdullah Zeydan**, ont été interpellés à leur domicile et placés en garde à vue. **Selahattin Demirtas**, **Figen Yüksekdag**, **Selma Irmak**, **Abdullah Zeydan**, **Gülser**

**Yildirim** et, en dernier lieu, un autre député du HDP, **Nihat Akdogan**, ont été mis en examen et incarcérés, tandis que **Ziya Pir**, **Sirri Süreyya Önder** et **Imam Tascier** étaient libérés sous contrôle judiciaire. Beaucoup d'autres arrestations sont à craindre dans les jours et semaines à venir.

Parallèlement aux arrestations, la police turque a fait un raid au siège du HDP dans la capitale turque Ankara et brutalisé les Députés et les militants du HDP se trouvant à l'intérieur. Plus tard, la police a bloqué tous les accès à l'immeuble avec des barricades. Personne, ni même les députés et les membres du parti, n'est autorisé à entrer dans l'immeuble autour duquel sont déployés un grand nombre de policiers.

Le but de ces mesures est d'éliminer la troisième force politique du parlement. C'est un jour noir, non seulement pour notre parti, mais aussi pour toute la Turquie.

Bien que notre parti ait atteint un score historique aux élections du 7 juin 2015 en franchissant le seuil antidémocratique de 10%, le Président Erdogan en a fait la cible principale de ses politiques autoritaires. La raison en était notre opposition de principe à son projet d'instauration d'un système présidentiel en Turquie. Le nombre de nos sièges au parlement constitue l'obstacle majeur à la révision constitutionnelle nécessaire pour la mise en place d'un régime présidentiel.

Malgré une série d'agressions physiques contre les membres de notre parti et des actes de vandalisme contre nos infrastructures, nous avons réussi à dépasser à nouveau le seuil de 10% aux élections du 5 novembre 2015, en remportant 59 sièges au Parlement.



*La Coprésidente du DBP Sebahat Tuncel violemment interpellée par la police*

Ne pouvant déclencher de nouvelles élections, le Président Erdogan a fait lever l'immunité parlementaire de nos Députés en mai 2016. **Pour nous empêcher définitivement d'accéder au Parlement, il ordonne maintenant notre emprisonnement.**

Après notre victoire électorale de juin 2015, des milliers de membres, de dirigeants, de Maires et de Conseillers municipaux de notre parti ou de notre parti frère, le DBP (Parti démocratique des Régions) ont été arrêtés et emprisonnés sur le fondement d'accusations fallacieuses. La Coprésidente du DBP et ex-Députée Sebahat Tuncel figure également parmi les personnes détenues. La tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2015 et l'Etat d'urgence décrété dans la foulée ont offert à Erdogan l'occasion d'éliminer toutes les oppositions. Il n'y plus ni liberté d'expression, ni liberté de la presse, ni liberté académique, ni équité et impartialité de la justice. Plus de 170 médias critiques envers Erdogan ont été interdits par le biais de décrets gouvernementaux ayant valeur de loi (décrets-lois). Plus de 130 journalistes, y compris des auteurs et intellectuels de renommée



internationale sont actuellement en prison. Plus récemment, deux agences de presse kurdes et plusieurs quotidiens kurdes ont été fermés et le directeur d'édition, les chroniqueurs et les journalistes du quotidien Cumhuriyet ont été arrêtés. Plus de 80 000 personnes ont été arrêtées depuis le 15 juillet et près de la moitié est actuellement derrière les barreaux.

Le 30 octobre dernier, Mme **Gülten Kisanak** and M. **Firat Anli**, Co-maires de la ville métropolitaine de Diyarbakir (capitale du Nord-Kurdistan), affiliés à notre parti, ont été mis en examen et incarcérés. Un sous-préfet de la région d'Ankara a été désigné par le gouvernement turc pour gérer la municipalité, ce qui porte à 28 le nombre de municipalités administrées par des bureaucrates désignés par le pouvoir central. **Près de 30 Maires kurdes sont en prison et 70 ont été destitués de leur mandat.**

Nous condamnons avec force les arrestations de nos Coprésidents Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag ainsi que celles de nos autres Députés, et demandons leur libération immédiate. Les accusations fallacieuses portées à leur encontre doivent être retirées. **L'histoire montre que les régimes fondés sur la répression et la violence sont toujours renversés par la lutte pour la justice et la liberté.**

Nous refusons de nous soumettre à cette dictature et appelons tous nos amis à travers le monde à manifester leur solidarité avec notre lutte pour empêcher Erdogan d'entraîner le pays dans une guerre civile, et plus loin, dans un régime despotique.

### **Plaidoyer commun des Députés du HDP**

Mon parti, le HDP (Parti démocratique des Peuples), a obtenu 80 sièges au parlement turc après avoir franchi le seuil électoral de 10% aux élections du 7 juin 2015, avec plus de 6 millions de voix. Fort de la volonté politique exprimée dans les urnes, Il a usé de la voie démocratique pour empêcher l'AKP de gouverner à lui seul et de modifier à lui seul la Constitution. Ambitionnant de construire le régime d'un « seul homme » et n'hésitant pas, pour ce faire, à recourir à toutes sortes d'illégalités, Recep Tayyip Erdogan n'a pas respecté le résultat des élections. Il a empêché la formation d'un gouvernement de coalition et conduit le pays vers des élections anticipées en. Dans le même temps, il a mis fin à un processus de négociations de près de 3 ans qui ne lui avait pas permis d'augmenter ses voix, et brutalement traîné le pays dans la guerre, comme on jetterait quelqu'un dans le feu.

Ce climat de guerre a naturellement suscité la peur et l'inquiétude chez nos concitoyens. Dans cette atmosphère de choc et de frayeur, les élections anticipées qui étaient loin de respecter le droit à des élections libres et équitables ont de nouveau donné une majorité gouvernementale à l'AKP.

Au lendemain des élections du 7 juin, Erdogan s'est empressé de prendre le contrôle d'une grande partie de la justice et des médias. Il a poussé le cynisme jusqu'à déclarer qu'il ne reconnaissait pas la constitution, qu'il changeait le régime de facto et qu'il rejetait les décisions de la Cour constitutionnelle. Aussi a-t-il ouvertement exprimé sa mainmise sur l'entier appareil étatique.

Durant la période où il était Premier ministre, Il a été mis en cause dans de nombreuses affaires pénales : corruption, vol, blanchiment, infractions liées à un trafic d'or en violation de l'embargo

international sur l'Iran, envoi illégal d'armes à des groupes terroristes en Syrie. Grâce au contrôle et aux pressions qu'il exerce sur la justice, il a réussi à geler toutes ces procédures.

Il sait que le seul moyen d'enterrer ces procédures pour longtemps est de réunir toutes les prérogatives entre ses mains. Pour ce faire, il est prêt à toutes les dérives. Il a réussi à exaspérer la haine, le racisme et les sentiments nationalistes en envoyant les dépouilles de militaires et de policiers dans les quatre coins du pays qu'il a trempé dans le sang. Il marche pas à pas vers son objectif, avec le soutien de masses populaires mises au service de ses ambitions personnelles et amassées autour de lui par le mensonge de la « menace contre l'intégrité du pays ».

Le HDP représente le seul obstacle l'empêchant de réaliser son objectif qui consiste à mettre en place un régime dictatorial déguisé en régime présidentiel. Notre parti a de nouveau franchi le seuil électoral aux élections anticipées du 1er novembre, entrant au parlement avec 59 Députés et privant encore une fois Erdogan de la majorité nécessaire pour réviser la constitution. C'est pourquoi, il s'efforce d'autres élections anticipées ou intérimaires qui pourraient lui donner une majorité de 367 sièges au parlement.<sup>1</sup>

Défendant une ligne politique adaptée aux caractéristiques multiculturelles, multilingues et multiconfessionnelles de la Turquie, notre parti, le HDP regroupe des représentants de différentes identités et confessions : Turcs, Kurdes, Arabes, Arméniens, Turkmènes, Syriaques, Êzîdî, chrétiens ou membres d'autres groupes ethniques et confessionnels, nous croyons tous à la démocratie et à la vie en coexistence, dans la paix, l'égalité et la justice ; et nous sommes convaincus que cela ne peut être réalisé qu'avec une démocratie locale et une décentralisation poussées.

Notre parti fait sienne la lutte des femmes pour l'émancipation et la liberté. Prônant la parité hommes-femmes dans la vie politique, le HDP est le parti dans lequel la proportion de femmes députées est la plus importante. Cette proportion est par ailleurs la plus élevée de toute l'histoire parlementaire de la Turquie. Aussi, la levée de l'immunité parlementaire de nos députées est-elle une menace contre les femmes et un coup porté à leur lutte.

Nous sommes fondamentalement opposés à toute violence et sommes convaincus que tous les problèmes peuvent être résolus par le dialogue et les négociations. C'est pourquoi, M. Erdogan qui cherche à imposer le régime fasciste d'un seul homme, une seule langue, une seule confession, perçoit le HDP comme une menace sur le plan idéologique.

Pour ces raisons, notre parti a toujours été une cible pour Erdogan. Après avoir échoué à venir à bout du HDP aux élections, ce malgré toutes les fraudes et les irrégularités, il a recouru à des moyens contraires à la Constitution et au règlement interne de l'Assemblée pour faire lever nos immunités parlementaires. Il tente à présent de nous traquer devant de soi-disant tribunaux.

En même temps qu'il a levé nos immunités, le gouvernement turc a renforcé celles des forces armées pour empêcher le déclenchement de procédures concernant les crimes commis par l'armée dans les villes kurdes, en particulier au cours de la dernière année. L'armée a reçu un paquet d'immunités le 14 juillet 2016. Le lendemain, 15 juillet 2016, elle a tenté un coup d'Etat. La politique de guerre et de tension menée par Erdogan depuis le 7 juin 2015 a renforcé le jeu des putschistes. L'échec de la tentative de coup d'Etat donnait l'occasion de parvenir à une paix sociale globale par un règlement fondé sur des principes démocratiques. Mais Erdoğan et le gouvernement de l'AKP ont décidé de passer à un régime d'état d'urgence et commencé à gouverner tout le pays par des décrets-lois. La désignation d'administrateurs à la tête des municipalités et la suspension de milliers d'enseignants par le biais de ces décrets-lois sont les indicateurs les plus tangibles de la construction d'un nouveau

---

<sup>1</sup> La majorité de 367 voix est nécessaire pour toute révision constitutionnelle.

régime de coup d'état. Erdoğan et l'AKP n'ont pas attendu les élections du 7 juin pour développer la politique de guerre. Ils ont créé les conditions propices pour la réalisation d'un coup d'Etat. Les politiques antidémocratiques mises en œuvre après le 15 juillet préparent le terrain pour une guerre civile.

Nous sommes des représentants élus par le peuple. Nous ne représentons pas notre personne, mais la population qui nous a élus. Je me tiens actuellement devant vous en tant que membre de l'Assemblée nationale disposant de l'immunité, en tant que député. Je ne peux accepter que cette identité que je représente et la volonté de mon peuple soient méprisées.

Je suis tout à fait disposé à être jugé par un tribunal impartial et équitable. Je n'ai d'ailleurs rien à cacher. Cependant, je refuse catégoriquement d'être l'objet d'un tel procès politique, alors que la justice de notre pays a perdu tout crédit. Je respecte tout à fait votre personne. Mais je refuse de figurer dans ce procès mis en scène par Erdogan, personnage au passé politique trouble.

Je ne vais répondre à aucune de vos questions, je ne crois pas à l'équité et l'impartialité de votre jugement. Le fait que je sois attrait devant votre juridiction constitue en lui-même une violation du droit. Les interlocuteurs des politiciens sur la scène politique sont les politiciens et non les juges. A cet égard, en tant que juges liés par les principes universels et démocratiques du droit, ainsi que par les conventions internationales signées par la Turquie et intégrées dans sa constitution, vous devriez refuser de prendre part dans ces jeux politiques.

Nous sommes déterminés à poursuivre notre lutte politique jusqu'à ce que notre pays soit doté d'un régime fondé sur la démocratie pluraliste et jusqu'à l'instauration de la paix. Nous allons continuer à défendre la vie en coexistence contre la polarisation, la politique démocratique contre la violence, le pluralisme contre l'unitarisme, la démocratie contre le fascisme, la liberté de croyance et d'opinion contre les politiques racistes et communautaires, l'égalité contre la discrimination et l'incitation à la haine, les droits du peuple kurde, la reconnaissance des Alévis en tant que citoyens égaux, la liberté confessionnelle des minorités religieuses, la participation des femmes à égalité avec les hommes dans la vie sociale, politique et économique, l'environnement et l'écologie contre les ravages du capitalisme, les droits des travailleurs contre l'avidité du capital. Que nous soyons au Parlement ou en prison, vous ne pourrez nous empêcher de défendre ces idées et de lutter pour.

Nous ne doutons pas que nous serons un jour libérés de cet ordre fasciste imposé à notre pays et à notre peuple au nom de la Présidence. Tôt ou tard, notre lutte pour la démocratie vaincra. Ce régime délabré représenté par la personne d'Erdogan changera.

Je n'ai rien à vous demander et n'attends rien de vous. ***Seul le peuple qui m'a élu peut me demander de rendre compte de mes activités politiques.***

## **Déclaration du Comité exécutif central du HDP concernant la suspension de toutes ses activités législatives**

Tout d'abord, nous tenons à condamner l'attentat à la bombe de Diyarbakir du 4 novembre, nous exprimons nos condoléances aux proches des victimes et souhaitons à ceux qui ont été blessés un prompt rétablissement. Nous saluons avec respect nos Coprésidents, nos Députés et nos Co-maires. Nous soutenons leur attitude digne et leur approche intransigeante. De par leur position ferme contre l'oppression, la cruauté, le déni et le fascisme, ils ont été d'un grand soutien moral pour les peuples de Turquie, et plus particulièrement pour les Kurdes, et contribuent à renforcer la détermination de notre lutte.

1. Aujourd'hui, le gouvernement Erdoğan-AKP tente de confisquer tous les acquis démocratiques et politiques et d'éliminer toutes nos institutions par des attaques massives contre la politique démocratique de l'opposition. Ce qui est visé n'est pas seulement la volonté politique de plus de 6 millions de personnes qui ont voté pour le HDP, mais aussi la démocratie, la liberté, l'égalité, les droits des travailleurs, la liberté des femmes et la lutte de millions de personnes pour la justice.

Le gouvernement Erdoğan-AKP a d'abord levé les immunités des parlementaires, puis utilisé la tentative de coup d'Etat du 15 juillet pour instaurer un régime d'Etat d'urgence et gouverner le pays avec des décrets ayant force de loi. Il a fait son propre coup d'Etat en mettant le parlement hors-jeu et en faisant de la Turquie «La République des tutelles administratives». Enfin, ils ont manifesté leur manque total de respect pour les choix et la volonté politique de la population en arrêtant 9 de nos parlementaires, y compris nos Coprésidents. L'occupation de notre siège à Ankara par la police et l'empêchement d'y entrer illustrent leur approche de la politique démocratique.

2. Après une discussion approfondie, notre Groupe parlementaire et notre Conseil exécutif central ont décidé de suspendre toutes leurs activités au sein du parlement et de se joindre à nos peuples contre les attaques les plus massives et les plus sombres de l'histoire de la politique démocratique de notre pays. Dans les prochains jours, nous irons de maison en maison, de quartier en quartier, de village en village, de ville en ville pour écouter les plaintes et les propositions de notre peuple. Nous discuterons et écouterons les propositions de tous nos électeurs, alliés, institutions, forces de la démocratie, de la paix et du travail, les organisations non gouvernementales, les syndicats, les groupes religieux, les femmes, les jeunes et les mouvements environnementaux et écologiques. Après toutes ces enquêtes, nous évaluerons les propositions et partagerons les résultats avec le public. Nous prendrons les mesures nécessaires pour créer un avenir qui supprime les tuteurs administratifs. Nous renforcerons la lutte pour une «République démocratique» contre la «République des tutelles administratives».

3. Avec toutes ses institutions, alliés, composantes, Coprésidents, Parlementaires, membres et organisations, le HDP est l'assurance d'une politique démocratique et d'une réelle opposition en Turquie. L'emprisonnement de nos amis, qui luttent pour la paix, la démocratie, la liberté, la justice et l'égalité, et qui ont été pris en otage, ne changera pas nos principes et notre position. Ces attaques ne vont pas faire reculer notre lutte politique et démocratique.

Le chemin vers une coexistence égale des peuples, des groupes religieux et culturels en Turquie passe par le renforcement du HDP et de ses alliés. Le gouvernement peut emprisonner nos Coprésidents et d'autres personnes qui réclament la paix, la démocratie, la justice et la liberté, mais cela ne mettra pas fin à notre lutte démocratique et politique. Le gouvernement Erdoğan-AKP a amené le chaos dans le pays depuis un an et demi. Il a tué, blessé, privé de maison ou d'emploi plus d'un million de personnes et amplifié la polarisation de la société. Nous le soulignons encore une



fois : la présidence turque représente le « pouvoir d'un seul homme », le fascisme, la guerre, l'oppression, le mécontentement et la cruauté.

4. Nous appelons toutes les forces, les organisations et les institutions démocratiques, les parlementaires, les partis politiques et les organisations non gouvernementales du monde entier : Elevez votre voix pour faire respecter les droits universels et les valeurs démocratiques, prenez une position politique, ne vous inclinez pas devant les menaces d'Erdoğan. Parce que le gouvernement Erdoğan-AKP entraîne la Turquie vers un régime totalitaire où les droits et libertés fondamentaux sont ignorés et les traités internationaux violés.

Ne pas dire « Stop » peut avoir des répercussions graves conséquences pour les pays de la région et les peuples d'Europe.

Nous lançons aux forces de la démocratie, du travail et de la paix en Turquie, aux citoyens excédés par l'oppression et l'injustice, non seulement un appel à la solidarité avec le HDP, mais aussi à une lutte commune de tous ceux qui travaillent et font des sacrifices pour la liberté, l'égalité, la démocratie, la laïcité et la justice.

Nous savons que nos aspirations communes sont justes et légitimes. Par conséquent, nous sommes déterminés à développer notre lutte avec toutes les forces démocratiques et pacifistes, contre le coup d'État du 4 novembre qui vise les acquis démocratiques des peuples, des groupes confessionnels et culturels et du mouvement de libération des femmes en Turquie.

Nous ne nous prosternerons pas devant ces attaques et n'abandonnerons pas notre choix de la démocratie face à la dictature. N'oublions pas que nous sommes tous l'espoir de la Turquie et les garants de la démocratie et de la liberté. Nous allons renforcer cet espoir et parvenir à un avenir lumineux.

NOUS VAINCRONS ... "

### Profils et messages des députés arrêtés



#### Selahattin Demirtaş :

Né à Diyarbakır, en Turquie, en 1973, M. Demirtaş est Coprésident et Député d'Istanbul. Après des études de droits à l'Université d'Ankara, il a travaillé comme avocat indépendant pendant un certain temps, avant d'intégrer le comité exécutif de la Ligue des Droits de l'Homme (IHD) de Diyarbakır. Pendant qu'il était président de la Ligue, il s'est concentré sur les nombreux crimes politiques non résolus en Turquie. M. Demirtaş est par ailleurs membre fondateur de la Fondation turque pour les Droits de l'Homme (TIHV) et du bureau d'Amnesty International à Diyarbakır. Il fait l'objet de 93 poursuites pénales engagées par le ministère public dans 18 provinces. Un total de 486 années d'emprisonnement et deux peines d'emprisonnement à vie sont requis contre lui.

Message de M. Demirtaş : « *Tout d'abord, je vous adresse à tous mes salutations et mes amitiés. Notre arrestation illégale n'a fait qu'intensifier encore plus l'obscurité grandissante dans laquelle notre pays est poussé chaque jour un peu plus. Cependant, ceux qui pensent pouvoir nous livrer à cette obscurité ne doivent pas oublier qu'une allumette, une seule bougie suffit pour illuminer cette obscurité. Où que nous nous trouvions et dans quelques conditions que ce soit, nous continuerons, s'il*



*le faut, à brûler comme des bougies, pour que demain, notre peuple puisse vivre dans la paix et la liberté. Chacun doit prendre une place active dans la lutte pour la démocratie et travailler pour un avenir brillant. Je vais bien moralement et physiquement. Amitiés »*



**Figen Yüksekdağ:**

Née en 1971 à Gölovası, Yumurtalık, province d'Adana, dans une famille d'agriculteurs turcs, Mme Yüksekdağ est Coprésidente du HDP et députée de Van. Elle était candidate indépendante dans la province d'Adana aux élections générales de 2002. Engagée depuis longtemps dans les mouvements pour les droits des femmes, elle a été rédactrice en chef de la revue « Femme socialiste ». Alors qu'elle était membre du conseil d'administration du journal *Atilım*, elle a été placée en garde à vue en 2009 du fait de ses activités politiques. Elle a cofondé le parti socialiste des opprimés (ESP) peu de temps après, en 2010 et a démissionné de son poste de dirigeante en 2014 pour rejoindre le HDP. Elle fait l'objet de 21 poursuites pénales.

Message de Mme Yüksekdağ : « *Ils ont beau faire, ils ne peuvent pas mettre fin à nos espoirs et briser notre résistance. Le HDP est le seul espoir pour la liberté et la démocratie en Turquie, que nous soyons en prison ou dehors. C'est pourquoi ils ont peur. Personne ne doit perdre le moral ou baisser la garde. Personne ne doit oublier que cette haine et cette hostilité sont dues à la peur. L'amour et le courage gagneront. Amitiés et salutations.* »



**Idris Baluken :**

Député de Diyarbakır, M. Baluken est né en 1976 à Bingöl. Il est chef du groupe parlementaire du HDP depuis avril 2014. Il était précédemment chef du groupe parlementaire du Parti pour la Paix et la Démocratie (BDP). Diplômé de la Faculté de médecine de l'Université d'Ankara, Il a travaillé comme médecin à Bingöl et Diyarbakır pendant de nombreuses années. Il était engagé dans l'administration de l'association Thorax, ainsi que dans l'Union des Médecins de Turquie et les Syndicats des travailleurs sociaux de Diyarbakır. Il est marié et père de deux enfants. Il a dirigé plusieurs études universitaires nationales et internationales. Marié et père de deux enfants, il a 23 procédures pénales à son encontre.

Message de M. Baluken : « *Notre peuple doit garder le moral, je salue notre peuple qui défend sa dignité. Nous défendons également notre dignité. Notre place n'est pas ici. C'est ceux qui ont organisé cette conspiration qui devraient être ici. Pour nous marginaliser, ils vont jusqu'à cacher l'endroit où nous nous trouvons. C'est une politique d'enlèvement et de prise d'otages. Tout au long de l'histoire, cette mentalité a toujours été vaincue. Où que nous soyons, nous continuerons à lutter. Salutations à notre peuple.* »



**Leyla Birlik**

Députée de la province de Şırnak, née à Derik/Mardin en 1974. Elle était auparavant présidente du conseil régional de la province de Şırnak. Mariée et mère d'un enfant, elle est poursuivie dans 8 dossiers différents.

Message de Mme Birlik : « *Nous résisterons ici, en prison, et à l'extérieur. Nous vaincrons sans aucun doute. Salutations.* »



**Ferhat Encü:** Député de la province de Şırnak, né à Uludere/Şırnak en 1985. Il a fait des études d'ingénieur à l'Université Çukurova, Adana. Il a perdu 34 parents dans le bombardement de l'armée turque sur le village de Roboski, le 28 décembre 2011. Il est poursuivi dans 17 dossiers.

Message de M. Encü: « *C'est une lutte, et des milliers de personnes sont tombées pour cette lutte. Nous ne sommes pas différents d'elles. Nous sommes confrontés à une violente vague d'attaques. Mais celle-ci peut être repoussée avec la résistance. Nous résistons ici et nous continuerons.*

*Personne ne doit être triste, la résistance honorable de ceux qui gardent leurs espoirs vivants prévaudra. Personne ne peut se dire libre dans un pays où nos co-présidents sont pris en otage. J'envoie mes salutations et mon affection à notre peuple. »*



**Gülser Yıldırım:**

Députée de la province de Mardin, Née en 1963 à Mardin / Nusaybin. Elle est devenue active en politique à partir de 2000 en intégrant la direction de la branche des femmes du HADEP (Parti de la Démocratie du Peuple). Elle a été par la suite tour à tour membre du Conseil exécutif des partis DEHAP, DTP et BDP. Elle a été détenue de 2010 à 2014 du fait de ses activités politiques.

Mariée et mère de 4 enfants, elle est poursuivie dans 11 dossiers.

Message de Mme Yıldırım: « *Peu importe ce que fait la dictature de l'AKP, nous n'abandonnerons jamais notre lutte et les valeurs auxquelles nous croyons. Les politiques inhumaines de l'AKP montrent à quel point notre lutte contre ce parti était juste. Je veux que notre peuple sache que nous sommes plus déterminés que jamais. Salutations et amitiés. »*



**Nursel Aydoğan:**

Députée de Diyarbakir, née en 1958 à Yenisehir/Bursa. Elle a étudié l'ingénierie alimentaire à l'Université Hacettepe d'Ankara et a ensuite travaillé comme Ingénieur alimentaire pendant plusieurs années. Elle a été membre exécutif du syndicat SES avant son élection au Parlement en 2011. Elle fait l'objet de 44 poursuites pénales.

Message de Mme Aydoğan : « *Nos arrestations font partie d'un plan d'élimination contre le HDP. Il ne faut pas oublier que le HDP est un parti avec une cause. Même si nous sommes en prison, nous continuerons à lutter pour cette cause. Que personne ne se démoralise du fait de notre arrestation; et surtout, que personne ne se laisse aller au désespoir. Quelles que soient les attaques de l'AKP, nous garderons notre moral élevé. Nous allons faire grandir l'espoir. »*



**Selma Irmak:**

Députée de Hakkari, née en 1971 à Kızıltepe/Mardin, elle a vécu à Konya à partir de 1978. Du fait de son engagement politique, elle a été arrêtée dans les années 90 alors qu'elle était étudiante à l'Université Selçuk de Konya, et détenue pendant près de 10 ans. Après sa libération, elle est devenue membre active du Parti démocratique du Peuple (DEHAP). Elle a par ailleurs été membre du comité exécutif du Centre culturel de

Mésopotamie et de l'Institut kurde d'Istanbul. Elle est retournée à Konya où elle a été élue présidente de l'antenne locale du DEHAP. Par la suite, elle a participé à la fondation du Parti pour une Société Démocratique (DTP) dont elle a été élue trésorière générale. Accusée de terrorisme, elle a été arrêtée le 18 avril 2009 et détenue sans jugement jusqu'au 4 janvier 2014. Entre temps, elle a été élue Députée de Şırnak en 2011. Après sa libération, elle a été membre de la commission des affaires étrangères du Parlement. Elle a été réélue députée dans la région de Hakkari, aux élections du 7 juin, puis du 1<sup>er</sup> novembre 2015. Elle est poursuivie dans 22 affaires pénales.

Message de Selma Irmak : « *Le coup d'Etat de l'AKP a eu lieu. Ce coup d'Etat vise le front de la démocratie. Il est plus sournois que le coup d'Etat de 1980. Il illustre la peur du pouvoir face à une opposition qui grandit et s'élargit. La résistance va continuer ; nous allons résister ici, et notre peuple dehors. La prison est notre seconde adresse. Je salue particulièrement les camarades femmes. Les femmes seront le cauchemar de l'AKP. Notre peuple doit défendre son avenir. Nous appelons les peuples de Turquie et du Kurdistan à résister. Salutations et amitiés.* »



### **Nihat Akdoğan**

Député de la province de Hakkari, né en 1980 à Hakkari, il a fait des études de relations publiques à l'Université d'Anadolu. Il était membre de l'Assemblée du HDP avant son élection au Parlement le 7 juin 2015. Il a 8 procédures pénales en cours.

Message de M. Akdoğan: « *La démocratie l'emportera à la fin* »



## Manifestations à travers le monde

Le peuple du Kurdistan et leurs alliés se sont levés à travers le monde pour protester contre les opérations de génocide politique du gouvernement de l'AKP contre le peuple kurde et le HDP. Les manifestants condamnent les arrestations des politiciens du HDP et demandent aux institutions européennes de prendre des mesures contre la dictature d'Erdoğan en Turquie.



Cologne - Allemagne



Bruxelles - Belgique



Londres – Royaume-Uni



Oslo - Norvège



Istanbul – Turquie



Diyarbakir – Kurdistan – Sud-est Turquie





Paris - France



Milan - Italia



Edimbourg - Ecosse



Helsinki - Finlande



Zurich - Suisse



Vienne - Autriche





**Copenhagen – Danmark**



**Pologne**



**Athènes - Grèce**



**Malmö – Suède**



**Toronto – Canada**



**Moscou – Russie**